

COMMENT LE TIERS MONDE FINANCE LES PAYS RICHES

Le texte qui suit est un chapitre extrait d'un livre écrit vers 1997-1998 et resté inédit. Les chiffres qui y figurent sont donc un peu anciens, mais les mécanismes décrits restent globalement les mêmes.

Ainsi, la dette du tiers monde annoncée pour 1 419 milliards de dollars en 1992 est passée en 2010 à plus de 2 000 milliards. Il faut tout de même savoir que la dette du tiers monde ne représente que 6 à 4 % du total des dettes mondiales, que les dettes publiques des États-Unis et de l'union européenne se montent chacune à plus de 5 000 milliards de dollars.

De 1973 à 1982 les profits réalisés par les grandes banques commerciales dans le tiers monde ont triplé. Il est vrai qu'entre 1980 et 1981, les taux d'intérêt sont passés de 6 à 16 %. Alors qu'existe une idée tenace selon laquelle ce sont les pays industrialisés qui versent à fonds perdu des sommes importantes aux pays pauvres, le tiers monde est en fait devenu exportateur net de capitaux vers le Nord, c'est-à-dire que les flux Sud-Nord sont plus importants que les flux Nord-Sud. Aujourd'hui, le service de la dette, c'est-à-dire les intérêts que les pays du tiers monde paient, dépasse de loin la totalité de l'aide et des prêts. Le flux net de capitaux, entre 1983 et 1990, en direction des pays riches a été de 105,5 milliards de dollars, c'est-à-dire deux fois le plan Marshall. Mais à cette estimation des sorties il faut ajouter les pertes provoquées par l'effondrement des cours des matières premières.

Ce sont donc bien les nations les plus pauvres qui fournissent leur « aide » aux pays riches. Le transfert de ressources finance les investissements et la croissance du Nord. L'économie et les

exportations des pays du tiers monde sont entièrement hypothéquées pour payer leurs dettes.

Les solutions proposées par le G7 visent en fait à rien d'autre qu'à confirmer la légitimité de ces dettes et à maintenir les pays débiteurs dans une camisole de force.

Lorsque les grandes banques commerciales fermèrent leurs portes aux pays du tiers monde, en 1981-82, à la suite d'une crise qu'elles avaient largement provoquée, la Banque mondiale et le FMI ont pris la relève des banques commerciales et des investisseurs privés. La rhétorique de l'« aide au pays du tiers monde » cache en fait les vrais enjeux : le rôle du FMI est d'encaisser le service de la dette au nom des créanciers ; il octroie de nouveaux prêts conditionnés à la mise en place de plans « d'ajustement structurel ». Ces prêts sont pour une large part de l'argent fictif, qui ne servent pas à l'investissement productif car ils sont de loin inférieurs aux remboursements : ces crédits sont affectés d'emblée au remboursement des créanciers. Pas un centime n'est utilisé pour relancer l'investissement. Entre 1980 et 1990, la dette extérieure des pays du tiers monde a augmenté de 119 %.

A partir de 1985, une nouvelle étape se fait jour. Le transfert net de ressources vers pays riches s'accélère. Jusqu'alors le FMI refinançait la dette au nom des grandes banques et des créanciers officiels. Maintenant, il exige le remboursement de ses propres intérêts.

De 1986 à 1990, 31,5 milliards de dollars sont ainsi transférés du tiers monde, en faveur du seul FMI, ce qui représente 22 % des sorties de capitaux du Sud et de l'Est vers le Nord. Les pays débiteurs financent les prêts qui leur sont accordés, et pour toucher cet argent fictif, ils doivent se soumettre aux diktats du FMI.

Les mesures d'austérité budgétaire imposées par les missions du FMI dans le cadre de l'ajustement structurel ont pour objet de comprimer les dépenses gouvernementales afin de dégager les montants nécessaires aux remboursements de la dette. Le blocage des salaires, la suppression des subventions à l'alimentation, l'abandon de programmes sociaux, les coupes sur les programmes d'éducation et de santé, les licenciements massifs de petits fonctionnaires, l'austérité,

sont autant de conditions pour que le service de la dette alimente le flux de capitaux vers le Nord.

Entre 1982 et 1985 dans les 15 pays les plus endettés, les investissements ont baissé de 40 % et depuis sont restés stagnants. Mais l'appauvrissement de ces pays les conduit à réduire leurs importations, ce qui provoque indirectement des pertes d'emploi dans les pays industriels... Ainsi, « c'est l'industriel américain [... *et l'ouvrier américain, pourrait-on ajouter*] qui, plus que le banquier américain, a payé le prix de la stratégie officielle à l'égard de l'endettement. » (*International Herald Tribune*, 2 février 1989)

La dette du tiers monde est passée de 567 milliards de dollars en 1980 à 1 086 milliards en 1986, et à 1 419 milliards en 1992. Bien que le montant de la dette africaine soit moins important que celle de l'Amérique latine ou de l'Asie, elle est d'un poids écrasant par rapport au PNB de la plupart des pays africains car leurs économies sont plus fragiles et plus vulnérables aux variations du prix des matières premières.

Les pays africains, à titre d'exemple, consacraient 75,9 % du montant de leurs exportations à payer leurs dettes en 1980 ; ils en payaient 100,5 % en 1984.

Le système capitaliste se caractérisait, dans les années 70 et au début des années 80, par un phénomène de suraccumulation du capital, c'est-à-dire que les grandes banques internationales « regorgeaient de liquidités qu'elles ne pouvaient pas absorber et qu'elles avaient besoin de recycler », selon les termes employés par le président mexicain ¹.

Les banques prêtèrent donc aux pays du tiers monde, et à des taux très élevés. Entre 1973 et 1982, les capitaux affluèrent dans le tiers monde, qui devint un lieu privilégié de placement, puisque les profits réalisés dans le tiers monde par les principales banques américaines sautèrent de 25 % du total de leurs bénéfices en 1970, à 55 % en 1980 et 60 % en 1982.

La mécanique de l'endettement et de l'enrichissement corrélatif des banques des pays occidentaux est simple.

1 Special United Nations Service, 26 avril 1986.

Imaginons un pays qui obtient un prêt de 1 000 dollars par an pendant 20 ans. Les prêts doivent être remboursés à un taux de 10 pour cent.

– La première année, le pays emprunteur aura 100 \$ d'intérêts à payer, 50 \$ d'amortissement et il lui restera 850 \$.

– La seconde année il aura 95 \$ d'intérêts des premiers 1 000 \$ + 100 \$ d'intérêts des seconds 1 000 \$, plus 100 \$ d'amortissements, soit 295 \$ au total, et il restera 705 \$ disponibles.

– De fil en aiguille, avec les intérêts cumulés, le pays emprunteur n'aura plus, la troisième année, que 565 \$ disponibles, 430 \$ la quatrième année, puis 300, 175, 55 dollars la septième année.

– C'est à partir de la 8^e année que ça se corse : l'emprunteur n'aura plus d'argent disponible ; en recevant ses 1 000 \$, il devra 1 060 dollars au titre d'intérêts de la dette, c'est-à-dire qu'il devra payer 60 \$, puis 170 \$ la 9^e année et 275 dollars la dixième. C'est-à-dire qu'à partir de la 8^e année il devra emprunter pour rembourser sa dette, qui court sur vingt ans². On comprend aisément qu'un tel système empêche tout développement du tiers monde.

A partir de 1979, les pays débiteurs les plus importants ont consacré 70 à 80 % du montant de leurs nouveaux emprunts à rembourser les dettes antérieures. Il s'agit en fait d'un transfert de ressources du tiers monde vers les pays riches ; les pays du tiers monde sont devenus exportateurs nets de capitaux. De 1981 à 1985, l'Amérique latine est passée de 0,2 milliard de dollars d'exportation de capitaux à 42,4, c'est-à-dire que le flux a été multiplié par 85. Pour la même période, l'évolution en Afrique a été de 5,3 à 21,5 milliards, et l'Asie de 1,7 à 9,7. Pour l'ensemble des pays du tiers monde, le flux de capitaux vers les pays riches a été multiplié en moyenne par 10.

Selon Susan George, les pays d'Amérique latine transfèrent chaque année depuis 1982 vers les pays riches 5 % de leur PNB. Pour l'ensemble du tiers monde cela représente 280 milliards de dollars entre 82 et 87, sans la fuite des capitaux et des cerveaux, ni le manque à gagner sur les exportations de matières premières. (Susan George,

2 . D'après un tableau élaboré à partir de *Monthly Review*, New York, janvier 1984.

« La domination du Sud par le Nord, facteur de guerre » in *La guerre du pétrole*, ouvrage collectif, éditions EPO.)

Mais à cela il faut ajouter le rapatriement des bénéfices des multinationales, ainsi que la fuite pure et simple des capitaux de la bourgeoisie des pays du tiers monde.

A partir de l'automne 1979, les États-Unis, suivis par les autres pays, ont doublé leurs taux d'intérêts en 18 mois pour lutter contre l'inflation, mais le service de la dette devient insupportable pour le tiers monde, qui est obligé alors d'exporter toujours plus de matières premières, ce qui provoque... la chute vertigineuse des cours... Alors que, de 1981 à 1985 l'évolution de la dette que le tiers monde a payée passe de 78 à 114 milliards de dollars, les recettes d'exportation des matières premières (sans compter le pétrole) sont descendues de 104 à 87 milliards de dollars, ce qui fait que la dette, calculée en pourcentage des recettes d'exportation des matières premières, est grimpée de 75 % à 132 % ; la différence de 32 % a été comblée, entre autres, par de nouveaux emprunts...

La fuite des capitaux est un facteur aggravant du sous-développement du tiers monde. Selon la Morgan Guaranty Trust Company, entre 1976 et 1986, plus de 200 milliards de dollars ont fui les 18 principaux pays débiteurs, chiffre probablement très sous-évalué ³. Ces sommes n'ont évidemment pas servi à financer des projets contribuant au développement des pays concernés, et on voit mal comment, si des mesures fermes de contrôle ne sont pas prises par les États du tiers monde, il en serait autrement. Mais la liberté de circulation des capitaux et l'absence de contrôle étatique font partie des grands principes que les institutions internationales ultra-libérales imposent au tiers monde. De là à déduire que ces institutions ne cherchent pas vraiment à encourager le développement du tiers monde, il n'y a qu'un pas que nous franchissons, quant à nous, sans hésiter. Ainsi, de 1983 à 1985, 105 milliards de dollars ont fui l'Amérique latine, qui obtenait en même temps 18 milliards de dollars de nouveaux prêts d'investissements.

Pendant que la dette du tiers monde s'aggrave, les prix des produits industriels grimpent constamment tandis que ceux des

3 . Morgan Guaranty, *World Financial Markets*, mars 1986, pp. 13-15.

matières premières baissent. Tous les pays dépendant de la vente de matières premières connaissent une baisse considérable de leur niveau de vie. La dépendance alimentaire de ces pays vis-à-vis des pays industrialisés les empêche par ailleurs de rompre toute relation avec eux. A titre d'illustration, les seuls pays arabes devaient importer, au début des années soixante-dix, 2,5 milliards de dollars de produits alimentaires ; en 1989, 25 milliards de dollars. La prévision pour l'an 2000 est de 40 milliards.

On oublie de prendre en considération que le prix du pétrole, depuis vingt ans, compte tenu de l'inflation, n'a pas bougé, alors que les produits essentiels exportés par l'Occident ont doublé, voire triplé leurs prix. En 1972 le baril de pétrole valait 2,5 \$; après la guerre d'octobre 1973 il monte à 13 \$; la révolution iranienne en 1979 provoque une hausse jusqu'à 35 \$; c'est alors que l'Arabie saoudite se met à surproduire, provoquant une baisse des prix : en 1986, le baril tombe en dessous de 10 \$, pour se stabiliser ensuite entre 13 et 19 \$. En termes de pouvoir d'achat, le prix du baril est revenu à ce qu'il était en 1960 ! Robert J. Samuelson écrit dans *Newsweek* :⁴ « En 1989 les prix du pétrole (ajustés à l'inflation) étaient 62 % en dessous du niveau de 1981 et 15 % en dessous du niveau de 1974⁵. »

Dans ces conditions, seules les monarchies pétrolières à faible population peuvent maintenir, outre la richesse des familles régnantes, un niveau de vie relativement élevé à leur population. Et encore, seul le Koweït et les Émirats arabes unis, très faiblement peuplés, ont un PIB par habitant équivalent à un pays comme la France⁶. L'Arabie saoudite, avec 14 millions d'habitants, a un PIB par habitant équivalent à celui de Porto Rico⁷, ce qui implique d'énormes disparités entre la famille régnante et son entourage d'une part, et le reste de la population d'autre part : le roi Fahd d'Arabie a une fortune de 18 milliards de dollars.

C'est pourquoi il est quelque peu exagéré de considérer un pays comme l'Irak (PIB/h = 3 621 \$), par exemple, producteur de pétrole et

4 ¹. *Newsweek*, 20 août 1990.

5

6 . Koweït : 16 380 \$; Émirats arabes unis : 19 702 \$; France : 19650 \$.

7 . Arabie saoudite : 6 230 \$/habitant ; Porto Rico : 6 034 \$/habitant.

relativement peuplé, comme riche dans la mesure où la manne pétrolière, divisée par le nombre d'habitants, fait en fin de compte un résultat assez faible :

« Mis à part les pétromonarchies sous-peuplées, aucun producteur exclusivement dépendant du pétrole ne dispose de recettes d'exportation suffisantes pour nourrir sa population et assurer le service de sa dette extérieure. A ces niveaux de prix, dire que l'Algérie ou l'Irak sont des pays riches est un contresens, équivalent à prétendre que la Côte-d'Ivoire est prospère grâce à son cacao ⁸. »

A partir de 1981 les grandes banques transnationales, présentant que le tiers monde en voie d'appauvrissement rapide ne sera pas capable de rembourser, diminuent considérablement les prêts. Les intérêts que ces pays ne peuvent plus payer s'ajoutent à leur endettement cumulé, ce qui crée une spirale sans fin...

Incapables de rembourser même les intérêts de leurs dettes, les pays dominés sont contraints de demander un rééchelonnement de leurs créances aux banques commerciales, mais à condition qu'ils se soumettent aux programmes de redressement économique mis sur pied par le Fonds monétaire international. Les organismes publics créanciers des pays industrialisés appuient évidemment cette intervention du FMI ⁹.

Le marché des capitaux étant fermé aux pays surendettés, ceux-ci ne peuvent se tourner que vers la Banque mondiale, autre institution internationale, qui est pratiquement la seule source de financement à long terme pour les États en faillite. FMI et Banque mondiale concoctent des programmes d'ajustement structurels sur mesure et ne déboursent leurs crédits que si le débiteur se soumet à certaines

⁸ «Ruptures au Proche-Orient», Georges Corm, *Le Monde diplomatique*, octobre 1990.

⁹ En France, la Coface (Compagnie française d'assurance pour le commerce extérieur) assure les industriels français contre les mauvais payeurs du tiers monde : en d'autres termes, si un Etat du tiers monde ne peut pas payer un contrat passé avec une société française, ce sont les contribuables français qui paieront. En 1987, la Coface a réglé la somme de 24 milliards de francs. Qu'on nous parle du trou de la sécu...

conditions économiques et financières très strictes et à des critères de performance définis par ces deux institutions.

Aujourd'hui, le service de la dette, c'est-à-dire les intérêts que les pays du tiers monde paient, dépasse de loin la totalité de l'aide et des prêts. Le flux net de capitaux, entre 1983 et 1990, en direction des pays riches a été de 105,5 milliards de dollars, c'est-à-dire deux fois le plan Marshall. Mais à cette estimation des sorties il faut ajouter les pertes provoquées par l'effondrement des cours des matières premières.

Ce sont donc bien les nations les plus pauvres qui fournissent leur « aide » aux pays riches. Le transfert de ressources finance les investissements et la croissance du Nord. L'économie et les exportations des pays du tiers monde sont entièrement hypothéquées pour payer leurs dettes.

Les solutions proposées par le G7 visent en fait à rien d'autre qu'à confirmer la légitimité de ces dettes et à maintenir les pays débiteurs dans une camisole de force.

Lorsque les grandes banques commerciales fermèrent leurs portes aux pays du tiers monde, en 1981-82, à la suite d'une crise qu'elles avaient largement provoquée, la Banque mondiale et le FMI ont pris la relève des banques commerciales et des investisseurs privés. La rhétorique de l'« aide au pays du tiers monde » cache en fait les vrais enjeux : le rôle du FMI est d'encaisser le service de la dette au nom des créanciers ; il octroie de nouveaux prêts conditionnés à la mise en place de plans « d'ajustement structurel ». Ces prêts sont pour une large part de l'argent fictif, qui ne servent pas à l'investissement productif car ils sont de loin inférieurs aux remboursements : ces crédits sont affectés d'emblée au remboursement des créanciers. Pas un centime n'est utilisé pour relancer l'investissement. Entre 1980 et 1990, la dette extérieure des pays du tiers monde a augmenté de 119 %.

A partir de 1985, une nouvelle étape se fait jour. Le transfert net de ressources vers pays riches s'accélère. Jusqu'alors le FMI refinançait la dette au nom des grandes banques et des créanciers

officiels. Maintenant, il exige le remboursement de ses propres intérêts.

De 1986 à 1990, 31,5 milliards de dollars sont ainsi transférés du tiers monde, en faveur du seul FMI, ce qui représente 22 % des sorties de capitaux du Sud et de l'Est vers le Nord. Les pays débiteurs financent les prêts qui leur sont accordés, et pour toucher cet argent fictif, ils doivent se soumettre aux diktats du FMI.

Les mesures d'austérité budgétaire imposées par les missions du FMI dans le cadre de l'ajustement structurel ont pour objet de comprimer les dépenses gouvernementales afin de dégager les montants nécessaires aux remboursements de la dette. Le blocage des salaires, la suppression des subventions à l'alimentation, l'abandon de programmes sociaux, les coupes sur les programmes d'éducation et de santé, les licenciements massifs de petits fonctionnaires, l'austérité, sont autant de conditions pour que le service de la dette alimente le flux de capitaux vers le Nord.

Entre 1982 et 1985 dans les 15 pays les plus endettés, les investissements ont baissé de 40 % et depuis sont restés stagnants. Mais l'appauvrissement de ces pays les conduit à réduire leurs importations, ce qui provoque indirectement des pertes d'emploi dans les pays industriels... Ainsi, « c'est l'industriel américain [... et l'ouvrier américain, pourrait-on ajouter] qui, plus que le banquier américain, a payé le prix de la stratégie officielle à l'égard de l'endettement. » (*International Herald Tribune*, 2 février 1989)

L'échec de la décennie d'ajustement est incontestable. Les mesures du FMI détruisent l'économie, disloquent la société civile des pays endettés. Ces mesures sont appliquées dans plus de 80 pays du tiers monde, d'Europe orientale et de l'ex-URSS. Les institutions de Washington admettent elles-mêmes qu'on ne peut citer aucun cas de réussite brillante : « On ne peut pas dire avec certitude si ces programmes [d'ajustement] ont " fonctionné " ou non (...) Sur la base des études existantes, on ne peut pas dire avec certitude si les programmes soutenus par le Fonds ont abouti à une amélioration des performances » en matière d'inflation et de croissance économique. En réalité, il apparaît souvent que « la mise en œuvre des programmes s'est accompagnée d'une augmentation de l'inflation et d'une baisse

des taux de croissance. » (étude du FMI destinée à légitimer les orientations de l'organisation. Cf. Monsin Khan, *The macroeconomic effects of Fund supported adjustment programs*, IMF Staff Papers vol 37, n° 2, 1990.)

Mais, selon le FMI, l'ajustement structurel aurait réussi à éliminer « les grands déséquilibres macro-économiques »... Michel Camdessus, directeur général du FMI, déclare, contre toute réalité observable, que les programmes d'ajustement sont « encore le meilleur moyen d'améliorer le niveau de vie [de la population]. (cité par Tom Redburn « The IMF Diet : Room for Improvement » *IHT* 29 avril 1992.)

L'orthodoxie économique (certains parlent d'intégrisme économique) et la « science » monétariste camouflent en fait la manière dont ces politiques engendrent la pauvreté. Les thérapies de choc consistent en une dévaluation très forte et dans l'élimination des subventions et des contrôles des prix, ce qui conduit les prix, dans les pays du tiers monde, à monter en flèche et à rejoindre le niveau mondial, sans que les revenus des populations changent (quand ils ne baissent pas, à la suite de la liquidation de la législation du travail et de la protection sociale). Le pouvoir d'achat de la population est gelé afin de « stabiliser la demande » et « éviter les pressions inflationnistes ».

En fait, la politique du FMI aboutit à la stagflation (stagnation économique + inflation).

Les exemples sont nombreux : en Tchécoslovaquie, le pouvoir d'achat chute de 60 % en 1989 après la dévaluation de la couronne. La production industrielle chute de 9 %. Pour les mêmes raisons, le pouvoir d'achat chute en Pologne de 34,5 %, en Roumanie de 38,9 %, en Bulgarie de 22,3 %. La récession constatée dans ces pays, supérieure à la dépression des années 30 en Europe, est évidemment attribuée à « l'héritage du communisme ».

Dans les pays endettés, les salaires sont jusqu'à 50 fois inférieurs à ceux des pays riches. Mais le FMI exige la « vérité sur les prix », la désindexation des salaires. Le niveau de vie s'effondre.

La deuxième étape des programmes d'ajustement structurel consiste à libéraliser le commerce extérieur et à ouvrir frontières. Cela accélère la « dollarisation » des prix : les prix intérieurs s'alignent sur ceux du marché mondial, alors même que le pouvoir d'achat est comprimé, ce qui provoque la faillite de nombreux secteurs de l'économie. C'est ainsi qu'en Europe orientale, la levée des barrières douanières a provoqué l'effondrement de l'industrie. En revanche, les biens de luxe occidentaux envahissent le marché, une constante observée systématiquement dans les pays sous ajustement, ce qui accélère la crise de la balance des paiements et aggrave la dette extérieure.

La population appauvrie réduit considérablement ses dépenses de nourriture, alors que, paradoxe, les excédents de production alimentaire sont exportés pour amener des devises.

Les grands principes de l'intégrisme économique qui dominent actuellement, et leur traduction dans la réalité des populations, peuvent s'exprimer ainsi :

- La réduction des charges des entreprises se traduit par la diminution des salaires et par les réductions d'effectifs, donc par la misère des travailleurs ;

- L'allègement de la fiscalité sur l'épargne, destiné en principe à favoriser l'investissement, conduit en réalité à une explosion des dépenses de luxe des classes privilégiées ;

- La liberté de l'initiative individuelle amène la constitution de véritables mafias et la fuite des capitaux ;

- La réduction de l'intervention de l'Etat (la lutte contre « l'Etat-Minotaure ») conduit, à l'intérieur, à la liquidation de toute protection sociale et, à l'extérieur, à la perte de souveraineté nationale.

Les institutions internationales tels que le FMI, la Banque mondiale, l'Organisation mondiale du commerce, le GATT, le G7 ne sont que des agents d'exécution d'une politique décidée par les grandes puissances industrielles, elles-mêmes soumises aux marchés financiers internationaux.

René Berthier